

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1127 du 8 septembre 2012 | www.libres.org
1981-2012 | 31ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1127

EDITORIAL : Euro : certitudes et mystères pp. 1-2

CONJONCTURE : «America is back» : certains y croient pp. 3-4

ACTUALITÉ : Il ne faut pas ratifier le traité d'union fiscale p. 4 - Le super-impôt à 75% «moins douloureux» p. 5 - Surprise : les inégalités s'accroissent en France p. 5

CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Euro : certitudes et mystères

La crise des dettes publiques peut-elle trouver une solution dans le cadre de la Banque Centrale Européenne et de l'euro ? La Grèce restera-t-elle dans l'euro ?

Et finalement l'euro va-t-il survivre ? Sous sa forme actuelle ?

Toutes ces interrogations ont fait l'objet des rapports et débats à la Société du Mont Pèlerin qui tenait sa réunion mondiale cette semaine à Prague. Président d'une session spécialement consacrée à l'avenir de l'euro, j'ai pu conforter l'opinion que je vous ai livrée depuis des mois :

tout est suspendu aux choix politiques des dirigeants européens – c'est une certitude, or il n'y a pas d'accord entre eux, de sorte que le mystère demeure entier.

En attendant, et c'est une autre certitude, l'acharnement thérapeutique pour sauver l'Euro est coûteux et dangereux, et on se demande bien pourquoi des gens aussi sérieux que les Allemands et les Scandinaves continuent à accepter les débordements de Mario Draghi et les fantaisies grecques – c'est un mystère. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.
Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....
Adresse
Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Euro : certitudes et mystères (suite)

L'analyse économique de l'euro est sans conteste. Cette monnaie unique pour une Europe diverse n'a jamais eu aucune raison d'être.

Il fallait, suivant le vœu de Jacques Delors, casser la diversité et obliger les Etats membres à renoncer à leur souveraineté budgétaire et fiscale pour transférer la responsabilité d'une politique économique à une instance européenne supra-nationale. Ou bien il fallait renoncer à une monnaie unique et à une Banque Centrale.

“ La souveraineté exclut la convergence ”

Les gouvernements ont choisi une troisième voie, totalement incohérente : d'une part, on crée un Banque Centrale Européenne mais on lui interdit d'avoir la moindre initiative en matière de politique économique ; d'autre part, on maintient la souveraineté des Etats membres tout en leur demandant de s'engager à adopter des politiques identiques.

Curieuse idée de la souveraineté, qui signifie en principe un pouvoir sans partage ! Ainsi, ont été imaginés les fameux critères de convergence. Bien entendu, la souveraineté l'a emporté sur la convergence et aucun des

critères de Maastricht n'a jamais été respecté par aucun pays, à l'exception du Luxembourg. Aujourd'hui, le nouveau traité d'Union Fiscale Européenne veut renforcer la discipline en prévoyant des sanctions pour les pays « non convergents », mais ce traité n'a guère plus de chance d'être respecté que les précédents.

Pour l'instant, l'euro vit d'expédients. L'un est la création du Fonds Européen de Solidarité Financière, destiné à porter secours aux Etats et aux banques les plus endettés. Mais il est alimenté par des cotisations d'Etats eux-mêmes endettés ou à la limite de l'équilibre (Allemagne comprise). L'autre est le laxisme de plus en plus accentué de la Banque Centrale Européenne, qui a émis une masse monétaire impressionnante, a fixé des taux d'intérêt proches de zéro et se prépare maintenant à financer le FSME ou les banques espagnoles – toutes initiatives contraires à ses statuts.

“ La survie de l'euro prolonge la crise ”

Ces expédients sont-ils suffisants pour prolonger la vie de l'Euro ? Certainement pas, ils sont de nature à accentuer la crise, c'est une certitude.

Mais ils permettent aux gouvernants de concevoir des solutions alternatives, autour desquelles règne encore le mystère.

Mystère quant à leur calendrier : les élections allemandes approchent, et les leaders allemands sont confrontés au désir du peuple de ne plus payer pour les insolubles. Mystère quant au contenu. On peut retourner à un système écu, c'est-à-dire à une monnaie commune (euro comme écu dans le passé) cohabitant avec des monnaies souveraines et liée avec elles par des taux de change variables (totalement ou à l'intérieur d'une zone de fluctuation). On peut imaginer encore deux écus, liés plus ou moins étroitement (mais le mauvais écu pourrait chasser le bon, suivant la loi de Gresham : personne ne voudra de l'écu « club méditerranée »). On peut aussi imaginer un bond en avant de la « construction européenne » avec un abandon de souveraineté des Etats membres en matière économique – difficile à faire admettre.

Pour conclure, une certitude absolue : ce n'est pas la survie de l'euro qui permettra de sortir de la crise de la dette publique. La vraie solution est dans la réduction des Etats et dans la reprise de la croissance grâce à la libéralisation des entreprises et des échanges.

Jacques Gareilo

“AMERICA IS BACK” : CERTAINS Y CROIENT

“L’Amérique est de retour” : ce slogan de Ronald Reagan a assuré sa victoire en 1980. Dans un pays mortifié par la guerre du Vietnam, en passe de perdre sa position économique dominante, Ronald Reagan a rendu l’espoir en revenant aux valeurs morales et spirituelles des Pères Fondateurs. Il effaçait enfin l’héritage du New Deal et du socialisme américain toujours présent en dépit de quelques présidences républicaines.

Va-t-on assister à ce même revirement en novembre prochain ? La campagne électorale met en scène le ticket Romney-Ryan, et il semble que les deux hommes soient décidés à rompre avec le passé récent de la politique américaine, où les grands principes d’une société de libertés ont été oubliés – et où la séduction médiatique a tenu lieu de programme. Ce serait, à coup sûr, une bonne nouvelle pour la vieille Europe.

Obama incarne la tradition de la gauche démocrate

Les élections américaines ont leur particularité. Par exemple : la personnalité des candidats, voire de leurs épouses, leur charisme personnel jouent un grand rôle ; la politique étrangère a une importance limitée, comme on l’avait vu quand Bush père a été battu par B. Clinton. En revanche, les questions de société sont toujours importantes : on le voit cette fois-ci avec le mariage gay ou le respect de la vie. Cependant, ce sont souvent les questions économiques qui jouent un rôle essentiel. 2012 n’échappera pas à cette loi, d’autant que les choses se sont désormais éclaircies du côté républicain.

Une incursion dans le débat sur la politique économique a donc sa place dans cette rubrique de conjoncture.

Les idées économiques de B. Obama sont bien connues, car il exerce le pouvoir depuis quatre ans. C’est un vrai représentant du parti démocrate, un « liberal » comme on dit aux Etats-Unis, c’est-à-dire un progressiste, un homme de gauche dirait-on en Europe. Un keynésien bon teint, qui a encouragé les déficits budgétaires et la relance monétaire. S’il faut réduire les déficits budgétaires, cela passe pour lui par la hausse des impôts et de leur progressivité. Il a surtout engagé une réforme du système de santé que bien des Américains ont res-

sentie comme une mainmise de l’Etat sur un domaine qui pour eux doit relever d’abord du libre choix des familles.

Romney - Ryan veulent réduire les dépenses publiques

En face, Romney, qui a voté souvent des textes contradictoires et dont la ligne économique était fluctuante, n’a pas semblé présenter une véritable alternative ; mais l’homme est habile, il a senti d’où venait le vent après quatre années de politique démocrate, il a vu l’influence des tea party et il a perçu où étaient les faveurs de la base républicaine. Le choix de son colistier, Paul Ryan (Voir la NL N°1126) et le programme du parti républicain montrent un tournant dans la campagne : le débat économique devient plus clair.

Une question fondamentale est celle des déficits et du budget. Pas question, comme avec les démocrates, d’augmenter les impôts. Au contraire le retour à l’équilibre doit venir d’une réduction des dépenses. Ce n’est pas seulement une question de déficit budgétaire, c’est d’abord un choix de société : réduire de 5% immédiatement les dépenses fédérales et veiller à ce qu’elles ne dépassent pas 20% du PIB. Le budget doit être ainsi ramené peu à peu à l’équilibre, grâce à la réduction des dépenses, au plus tard en 2020.

...et diminuer les impôts

A l’inverse, pas question d’augmenter les impôts. Comme du temps de Reagan, les Républicains ont compris qu’augmenter les impôts réduisait l’activité économique, en décourageant ceux qui entreprennent ou travaillent plus, et finalement diminuait le rendement de l’impôt lui-même. Le programme Romney prévoit de ramener le taux marginal d’impôt sur le revenu de 35% à 28% pour les particuliers, sans aucune surtaxe pour les revenus les plus élevés (on est loin de 75% de F. Hollande). Et l’impôt sur les entreprises serait plafonné à 25%. Baisser les impôts pour relancer la croissance en jouant sur l’offre, c’était déjà la politique Reagan.

La reprise ne viendra pas seulement d’un allègement fiscal ; c’est à une véritable libération de l’économie qu’appelle le programme républicain. Il s’agit d’abroger la plupart des lois de régulation du secteur financier, de façon à relancer l’investissement. Mais cela ne touche pas que la finance. Le marché du travail sera assoupli et le rôle des syndicats réduit. Pour l’école, il s’agit de permettre aux familles les plus démunies de choisir l’école de leurs enfants (dans le privé comme dans le public) en leur donnant directement des vouchers (chèques éducation), au lieu de verser les aides aux écoles publiques. Ainsi chacun pourra-t-il choisir l’école de ses enfants : liberté, concurrence, responsabilité. >>

«America is back» : certains y croient (suite)

Libéraliser l'assurance maladie

L'un des sujets sensibles est celui de l'assurance maladie.

Dans le système américain, il y a deux programmes publics, medicare pour les plus âgés, medicaid pour les plus démunis, mais la plupart des ménages s'assurent eux-mêmes, là où ils veulent, ou avec l'aide de leur entreprise. Restaient certains ménages, trop « riches » pour bénéficier de l'aide publique, trop « pauvres » pour s'assurer eux-mêmes ou ne voulant pas s'assurer (cas de beaucoup de ménages jeunes). C'est pour cette catégorie intermédiaire qu'Obama a fait voter un système d'assurance obligatoire, que contestent les républicains.

Sous l'influence de Ryan, les Républicains veulent aller plus loin : non seulement réformer le système mis en place par Obama, pour donner plus de liberté de choix, mais aussi s'attaquer au système medicare, proche de notre sécu, reposant

sur un financement par l'impôt. C'est du moins ce que disent les démocrates, et ce que s'empresse de relayer toute la presse française.

En fait la proposition du ticket républicain est plus subtile : Medicaid coûte de plus en plus cher, les coûts explosent (600 milliards de dollars pour 50 millions de personnes) et Ryan veut remplacer ce système par des vouchers (ou chèques) que le patient peut utiliser où il veut : soit auprès d'un assureur privé, soit auprès de Medicaid. Ainsi la concurrence pourra-t-elle jouer, les coûts diminuer, tout en donnant à chacun plus de liberté et de responsabilité. Obama et ses partisans accusent les républicains de détruire la protection sociale publique, alors qu'il s'agit d'empêcher le système de faire faillite en l'ouvrant à la concurrence. D'ailleurs c'est Obama qui avait menacé le système en puisant dans les caisses de Medicaid pour financer le reste de son programme de santé. Ce sera un point sensible dans la campagne, un de ceux sur les-

quels l'élection peut se jouer.

Au-delà, Romney et Ryan ont retrouvé des accents qu'on n'avait pas entendus depuis les années Reagan : « Le rôle des gouvernements, affirme Romney, est de rester à l'écart et laisser œuvrer la destruction créatrice inhérente à une économie libre ». La destruction créatrice à la Schumpeter, ce n'est pas la même chose que de sauver les canards boiteux, façon Montebourg !

Aujourd'hui les candidats sont au coude à coude. Mais les événements récents, à commencer par la convention républicaine, ouvrent une perspective intéressante : si Romney est élu et s'il applique son programme, on pourrait redire « America is back ». L'Europe étatiste, à commencer par la France, prendrait alors un sacré coup de vieux, avant peut-être de mettre sa montre à l'heure américaine !

Jean Yves NAUDET

Il ne faut pas ratifier le traité d'union fiscale

L'IREF appelle à signer une déclaration en ce sens

Voici le texte de cette déclaration :

Le nouveau Traité d'Union Fiscale européen destiné à renforcer le contrôle par la bureaucratie européenne sur les choix budgétaires des États Membres de l'Union européenne ne peut qu'aggraver la crise de confiance qui sévit dans la zone euro.

Rien ne garantit que ce traité sera mieux respecté que le Traité de Maastricht qui a été bafoué chaque fois qu'il entrerait en conflit avec les intérêts des États Membres.

La seule façon de sortir de cette crise passe par une baisse substantielle des dépenses publiques, de la fiscalité et de la réglementation en même temps que des réformes structurelles permettant un recul important de la sphère de l'Etat, créant ainsi de larges espaces d'action pour la société civile et le secteur marchand et des perspectives crédibles de croissance.

L'IREF appelle à signer cette déclaration, pour qu'elle puisse trouver un écho substantiel dans la presse européenne (elle a été rédigée en anglais et en allemand également). La signature peut être donnée par internet à

www.contact@irefeurope.org

On sait que la ratification du traité par la France doit être l'un des points importants de la session parlementaire qui va s'ouvrir. Nos élus discuteront âprement de la « règle d'or » en particulier. Le vote de la Gauche et des Verts sera observé avec la plus grande attention. Mais cet événement de politique interne n'enlève rien au fond du problème : le Traité est un nouveau coup d'épée dans l'eau et la solution de la crise ne peut venir que de réformes structurelles réduisant le secteur public et libérant le secteur marchand. •

Le super-impôt à 75 % « moins douloureux»

Reculade sur la mesure phare du candidat Hollande : les coups pleuvent

Mesure phare et sommet de la démagogie populiste qui excite les petits contre les gros, le taux d'imposition de l'impôt sur le revenu à 75% pour les contribuables dont les gains auraient été supérieurs à 1 million d'euros perd beaucoup de sa portée et ne concernerait désormais qu'un millier de contribuables.

Cette annonce, parue dans Le Figaro et Les Echos d'hier, fait évidemment l'effet d'une bombe. Les journaux précisent en quoi consiste l'adoucissement du 75%. Le million concerne les seuls célibataires, les couples ne sont surtaxés qu'au delà de 2 millions de revenus. Seuls les revenus du travail seraient concernés (salaires et revenus de l'entreprise) ; les revenus du capital (plus values ou stock options par exemple) seraient exclus. Enfin les footballeurs et artistes aux revenus « exceptionnels » ne seraient plus concernés – une mesure fascinante !

Voilà qui va calmer les critiques d'immobilisme qui se multiplient depuis la rentrée. A moins que ce ne soit l'inverse : revenir à une progressivité de l'impôt « raisonnable ». Compte tenu de la modicité des recettes attendues du 75%, ce revirement ressemble à une opération de communication, tout comme la mesure était elle-même un slogan de campagne hélas efficace.

Les coups pleuvent actuellement contre le président et le gouvernement, accusés tantôt d'en faire trop (protestations du patronat) tantôt de ne rien faire (la gauche, les verts, et bien sûr l'UMP). On parle même de « bashing » (matraquage en anglais). Les hebdomadaires de cette semaine titrent de façon unanime sur le thème : sont-ils à la hauteur de la situation (sont-ils nuls, dit le Nouvel Obs). La nullité des candidats et du programme socialiste étaient pourtant bien visibles

depuis longtemps.

Se livrer au jeu de massacre du pouvoir est un exercice qui défoule, on ne saurait trop le recommander. Cependant ce n'est pas suffisant pour rendre l'espoir au pays.

Ce qui est prioritaire est de persuader l'opinion publique que la solution est dans la rupture avec l'étatisme. Les hommes de l'Etat sont tantôt nuls, tantôt intelligents, mais on ne sait pas si un Président intelligent n'est pas encore plus dangereux. Car mieux servir l'Etat c'est développer son pouvoir et mieux desservir les intérêts privés et la liberté. Les libéraux se doivent donc de rappeler aux Français une fois de plus que la fiscalité, que ce soit à 75, à 50 ou à 30 %, est une plaie économique et sociale et que l'on appauvrit les pauvres quand on prétend appauvrir les riches. •

Surprise : les inégalités s'accroissent en France !

Une enquête INSEE révèle l'accroissement de la pauvreté : faut-il s'en étonner ?

Evidemment non : dans leur best seller « A quoi servent les riches » (Lattès, J. P. Delsol et N. Lecaussin démontrent que les riches servent surtout à enrichir les pauvres. Or, l'année 2010, sur laquelle l'INSEE a travaillé, a été marquée, comme celles qui l'ont précédée, par un ma-traquage fiscal et social envers les Français qui entreprennent et réussissent. Mais l'opposition de l'époque accusait au contraire le pouvoir de « faire des cadeaux aux riches ».

Cependant, le rapport de l'INSEE va sans doute relancer l'offensive anti-riches avec des chiffres « populaires » immédiatement repris par les médias :

1° Si le pouvoir d'achat des Français a diminué en moyenne de 0,5%, les « plus pauvres » se sont appauvris

de 1,6% tandis que les plus riches se sont enrichis de 1,3%.

2° La proportion des Français en dessous du seuil de pauvreté est passée de 13,5% à 14,1%.

Ces deux observations n'accréditent-elles pas la critique de la gauche contre le régime Sarkozy ?

Certainement pas, car la vraie critique à adresser à ce régime a été de vouloir sortir de la crise non pas en réduisant drastiquement les dépenses publiques mais en augmentant substantiellement les prélèvements obligatoires. D'autre part, les comparaisons faites entre les déciles les plus extrêmes d'une distribution de revenus ne sont pas fiables : on connaît mal le nombre des Français aux revenus « les plus pauvres » et « les plus riches ».

Enfin et surtout, les libéraux se refusent toujours à mesurer la « justice sociale » à partir des inégalités de revenus mesurés en un moment donné. Ils prennent en considération un critère plus significatif : les pauvres ont-ils quelque chance de devenir riches ? Dans une société, il y a toujours des riches et des pauvres. On est toujours le riche de quelqu'un. L'important est de savoir comment on peut devenir riche : par des privilèges et des corruptions ou par son mérite au service du bien commun à travers l'entreprise et le marché ? Hélas, dans les pays où l'Etat et le secteur public sont sur-développés, les nouveaux riches sont souvent les gens au pouvoir, leurs copains et leur clientèle. Alors, oui, les inégalités sont économiquement ruineuses et moralement intolérables. •

Après une interruption de quelques semaines, je reprends cette rubrique qui a pour but de démanteler un certain nombre d'idées reçues qui caricaturent le libéralisme. Les précédents textes parus avant juillet 2012 ont été réunis dans un opuscule « Connaissance du Libéralisme n° 1 » que vous pouvez vous procurer à prix désormais réduit en consultant le site www.libres.org.

Les gros mangent les petits

Le libéralisme permet aux entreprises à la recherche du profit de se développer. Mais elles sont diverses et inégales et une sélection impitoyable va s'opérer au profit de celles qui atteindront une taille supérieure. La concentration, appelle la disparition des artisans, des petites et moyennes entreprises, au bénéfice de grands groupes incontrôlés, qui eux-mêmes vont contrôler la société, au détriment de la liberté individuelle : la libre entreprise aura paradoxalement tué la liberté.

Pourquoi la concentration ?

La thèse de la concentration remonte à une idée de Marx, lui-même héritier de quelques économistes classiques anglais – dont Malthus et Ricardo. Mais au 20ème siècle, dans les années 1930, après la Grande Dépression, Joseph Schumpeter prédit la fin du capitalisme et la marche inéluctable au socialisme.

Au cœur de la thèse : les « économies d'échelle ». Quand une entreprise réussit à produire un plus grand nombre de produits, les coûts unitaires vont diminuer parce que les frais fixes (équipement, bâtiments, administration) vont être répartis sur une quantité plus élevée.

La grande entreprise managériale

La concentration n'aurait pas seulement pour effet d'accroître la



Joseph A. Schumpeter
1883-1950

compétitivité au point d'éliminer progressivement les concurrents de moindre taille. Schumpeter soutient que le passage à la grande entreprise modifie son mode de fonctionnement. Alors que l'entrepreneur « manchestérien », artisan de la révolution industrielle à la fin du 18ème siècle, était à la tête d'une entreprise à taille humaine, les grandes sociétés sont gouvernées par des directeurs, des « managers » qui ne sont plus sous le contrôle des propriétaires de l'entreprise.

Les petits actionnaires n'ayant pas l'information nécessaire pour sanctionner les erreurs de gestion, il y a irresponsabilité des managers, le pouvoir au sein des grands groupes échappe aux propriétaires. De même que les armées étaient conduites jadis par de grands capitaines, elles sont aujourd'hui menées par des états-majors anonymes. Galbraith ira plus loin : dans cette nouvelle « ère des directeurs » (Burnham),

la vie en société s'organise entre cellules sociales géantes ; aux grandes entreprises correspondent les grandes administrations, les grands syndicats, tous ces corps sociaux étant entre les mains d'une classe dominante. Dans « le nouvel état industriel », la concentration s'opère entre grandes organisations concentrées et cette évolution rapproche l'Est et l'Ouest : URSS et USA convergent.

Small is beautiful

A cette heure le phénomène de concentration généralisée ne s'est pas produit. Tout au contraire, on a vu des géants de l'industrie disparaître à la fin du 20ème siècle et le développement des petites et moyennes entreprises a été à la base de la poussée de croissance vécue depuis lors. Aux Etats Unis, au cours des vingt dernières années, 30 millions d'emplois ont été créés dans 9 millions d'entreprises de faible taille.

La première erreur de Marx, Schumpeter et les autres a été de sous-estimer les coûts de la grande entreprise : les problèmes de relations humaines y sont bien plus compliqués, l'information y circule moins bien, enfin les frais fixes ne sont pas aussi faibles que le prétend l'analyse classique. D'ailleurs, beaucoup de « grands » groupes ont volontairement éclaté et décentralisé leurs structures, on y a inventé le concept de « centres de profits » et un véritable marché s'est installé au cœur de l'entreprise naguère organisée sur une base purement hiérarchique.

La concentration, une affaire industrielle

La deuxième erreur a été de voir la réalité économique à travers la seule activité industrielle. Il est vrai que les « économies d'échelle » existent dans quelques industries, où il faut des investissements de départ très élevés pour être compétitifs (industrie chimique et certaines industries mécaniques). Mais l'industrie ne tient plus qu'une place résiduelle dans la production globale et ce sont les services qui représentent aujourd'hui les 80% de la production et des échanges. Or, les frais fixes y sont très faibles par rapport aux frais variables (comme les salaires) et la proximité et la connaissance de la clientèle s'accommodent mieux d'entreprises souples et adaptables, de faible taille.

Too big to fail

En sens inverse, la récente crise financière a montré que les grandes banques semblent intouchables : elles ont atteint une taille si importante qu'elles ne pourraient plus faire faillite sans entraîner un cataclysme économique. Elles ont été déclarées « trop grosses pour faire faillite ». Moyennant quoi les Etats, c'est-à-dire les contribuables, ont été priés de mettre la main à la poche pour sauver ces établissements bancaires.

Parallèlement, les Etats ont soutenu de grandes entreprises du secteur automobile en difficulté. Les grands groupes, objets pourtant de vives critiques – notamment sur les salaires de leurs dirigeants – se sont trouvés ainsi en situation d'impunité. L'irresponsabilité est devenue la règle.



Henry Manne

1928-

La gouvernance suppose un libre marché financier

Mais il en a été ainsi par l'effet de l'interventionnisme. La logique n'est pas économique, mais politique. Il y a eu disparition de la « gouvernance », c'est-à-dire corruption du contrôle de l'entreprise par ses actionnaires.

Henry Manne, inventeur du concept de « gouvernance », a rappelé que si les actionnaires n'ont pas souvent de pouvoir en assemblée générale, ils ont toujours la possibilité de vendre leurs actions. Quand les cours s'effondrent, une Offre Publique d'Achat pourra survenir. Alors l'entreprise sera reprise par une meilleure équipe de gestion. Les managers des grandes compagnies ne sont pas irresponsables quand existe un véritable marché financier, où s'échangent les titres de propriété (comme la Bourse par exemple).

A l'inverse, le système de contrôle par le marché financier devient inefficace quand des entreprises en péril continuent à fonctionner n'importe comment, parce

qu'elles sont cautionnées ou aidées par l'Etat.

C'est souvent le cas des entreprises publiques liées à l'Etat, dont le « sauvetage » peut ruiner des concurrents de taille moindre et infligent une charge aux contribuables, dont les sociétés réalisant du profit. Il y a bien exploitation des petits par les gros, mais cela n'a rien à voir avec le libéralisme.

La taille optimale

De façon générale, il n'y a aucune indication véritable sur ce que peut être la taille optimale d'une entreprise dans un secteur donné. La taille est affaire de techniques, d'organisation, de la nature des produits et services. Or, tout cela est appelé à évoluer.

Un nouveau tourisme draine les clients vers de petits hôtels de province, mais les chaînes n'ont pas disparu. Les compagnies aériennes, très concentrées il y a quarante ans avec quelques « majors », sont aujourd'hui éclatées en de très nombreuses petites compagnies.

Les « start up » démontrent que de petites entreprises peuvent se développer rapidement et avoir des performances surprenantes.

La liberté ne se mesure pas aux résultats (combien d'entreprises, de quelle taille) mais aux procédures (la concurrence est-elle réelle et protégée, ou faussée par des interventions ?). Dans une société de libertés, il y a de la place pour les petits comme pour les gros. •



Prague était certainement la ville européenne la plus qualifiée pour accueillir ce congrès mondial de la **Société du Mont Pèlerin**, qui s'est tenu cette semaine et se termine aujourd'hui.

*Non seulement c'est l'une des capitales les plus belles et les moins chères d'Europe, mais c'est un foyer historique de liberté : contre l'URSS avec le « printemps » de 1968, première étape de l'effondrement du bloc communiste, aujourd'hui contre la dérive socialisante et la relance d'une Europe centralisée et dirigiste. **Le président Vaclav Klaus** est le symbole du courage et du libéralisme tchèques. Lui-même économiste et membre de la SMP il a tenu à recevoir ses collègues et amis dans les jardins du château médiéval qui abrite la présidence. Ils étaient donc quelque cinq cents inscrits à cette rencontre scientifique et conviviale.* Comme toujours, l'organisation confiée à **Jiri Schwarz**, président de l'Université de Prague (et administrateur de l'IREF) a été remarquable.

Le thème du Congrès était « le nouveau visage du socialisme » et la crise de l'Europe et de l'euro a été considérée comme l'une des manifestations les plus dramatiques des récentes atteintes à la liberté. **Sam Pelzmann**, éminent économiste américain, a analysé la raison du retour aux chimères socialistes : la crise, elle-même provoquée par les erreurs politiques, a été passée immédiatement au passif du capitalisme. Il a cité **Nicolas Sarkozy** « l'ère du laissez-faire est terminée ».

Alors comment revenir à la liberté ? Avec une nouvelle organisation du pouvoir politique : **Roland Vaubel** (Mannheim) a montré la nécessaire rupture avec le centralisme ; il faut à l'Europe une structure fédéraliste, où par priorité les autorités locales et régionales puissent décider. **Robert Nef** (Zurich) a fait référence au fédéralisme suisse, un modèle. Avec une nouvelle fiscalité : **Enrico Colombatto** (Turin) a plaidé pour la concurrence et contre l'harmonisation. *D'ailleurs que signifie l'harmonisation dans l'Europe actuelle où aucun gouvernement ne respecte ses engagements, a fait remarquer **Victoria Curzon-Price** (Genève) ?* Avec un nouveau système monétaire : l'euro sous sa forme actuelle ne peut subsister, et ici un beau débat s'est instauré entre pro et anti-euros, la thèse optimiste (**Jesus Huerta de Soto**) étant très minoritaire.

Avec un bon tiers de participants américains, un diagnostic commun s'est imposé : aux Etats Unis comme en Europe la sortie de crise et l'avenir de la liberté sont conditionnés par un recul de l'Etat. Les prérogatives de l'Etat Providence doivent être désormais prises en charge par la société civile et l'entreprise privée. L'exemple de l'enseignement est significatif : devant l'échec de l'école publique, se multiplient aujourd'hui des écoles familiales (home schooling), des écoles « law cost » dans les pays pauvres et des entreprises scolaires. Il faut se passer de l'Etat, la force publique ne doit s'utiliser que pour garantir la sécurité et la paix.

La délégation française était de qualité, mais plutôt réduite par rapport à celles des autres pays européens : pas étonnant, mais ça va changer !

Jacques Garelo

Le Point

Nouvelle preuve de la relance des idées libérales : Le Point consacre une pleine page à Bastiat. L'auteur de l'article, X, fait remarquer la pertinence de la méthode Bastiat : ce que l'on voit et ce que l'on ne voit pas. Les emplois d'avenir, la banque publique d'investissement, la fiscalité, etc. Les gouvernants proposent des mesures bien visibles, mais les conséquences de ces brillantes initiatives sont catastrophiques à terme.

L'exemple des 75 % est également illustratif ; ce qu'on a vu c'est le super-impôt, ce que l'on ne voyait pas c'est la fuite des capitaux et la baisse des rentrées fiscales. Quand François Hollande a fini par voir ce qui ne qu'il ne voyait pas auparavant, il s'est ravisé. Les hommes politiques devraient surtout s'occuper de ce qui ne se voit pas, mais cette méthode ne rapporte pas de voix.

Le Point, 30 Août 2012, n° 2085, p. 39.

Les Echos

Le Quotidien de l'Economie

La règle d'or budgétaire : et après ?

Cet article de Jacques Garelo exprime le scepticisme à l'égard de la règle d'or. L'expérience montre que les disciplines que la France a voulu s'imposer n'ont jamais été respectées. Depuis le vote des critères de Maastricht, chaque année le gouvernement français a demandé un moratoire pour respecter ses engagements. La France s'est souvent faite épingler pour ne pas respecter les traités et le droit européens.

La vraie solution consiste à faire les réformes structurelles dans le domaine de la fiscalité, du droit du travail, et surtout réduire le périmètre de l'Etat.

Les Echos, 24 août 2012